

Nos paysages ruraux en voie de disparition

Une Suisse toute bétonnée ?

Certes, il reste encore un peu de temps jusqu'à ce que la Suisse soit entièrement recouverte de constructions. Cependant, la progression des surfaces urbanisées se poursuit à un rythme de près d'1 m² par seconde. Au seul détriment des surfaces agricoles. La statistique de la superficie ne donne pas d'indication fiable sur le mitage du territoire. Sans parler des effets de morcellement et d'émiettement du paysage. Quelques constructions implantées de manière incongrue dans un site n'ont qu'une faible emprise au sol, mais des répercussions considérables sur la dégradation d'un paysage. La démonstration présentée dans notre reportage photographique est sans appel.

«Le développement territorial de la Suisse ne va pas dans le sens de la durabilité», peut-on lire dans le Rapport 2005 sur le développement territorial de l'ARE. Entre 1985 et 1997, les surfaces urbanisées ont augmenté de 327 km², soit l'équivalent du territoire des cantons de Schaffhouse et de Bâle-Ville. Durant les 30 années précédentes, une surface équivalente à celle du canton d'Argovie s'était déjà construite. Cette tendance se poursuit. L'extension des surfaces urbanisées ne s'explique pas seulement par la croissance démographique. L'augmentation de la surface construite par habitant pèse encore plus lourd. Plus grave encore que la croissance des surfaces urbanisées, leur dispersion sur de grandes distances est préoccupante. Villes, villages et hameaux débordent partout. Il reste

des surfaces interstitielles qui ne valent plus grand chose tant pour un habitat réfléchi que pour une utilisation agricole. En bref, l'utilisation du sol n'est pas mesurée alors que ce principe est ancré depuis 1969 dans la Constitution fédérale et depuis 1979 dans la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. Notre consommation de sol est irrationnelle, c'est du gaspillage. Et, il ne faut pas accuser l'aménagement du territoire, mais les autorités qui ne font pas respecter la loi. Quelques exemples éloquents :

Egliswil (AG) : des retombées positives minimales pour une altération maximale du paysage

Vers le nord, sur l'étendue de l'ancienne langue glaciaire du Würmien, la commune d'Egliswil a créé des deux côtés de la route cantonale une grande zone industrielle et artisanale. Elle n'a pas eu d'état d'âme pour ce site extrêmement sensible d'importance cantonale. Pour les services spécialisés, cette opération est une hérésie. La plus au nord des deux zones est très construite aujourd'hui. Jusqu'à récemment, la partie sud n'était grignotée que par un bâtiment commercial. Au lieu de rectifier cette erreur de planification manifeste en déclassant ce terrain au nom du principe de concentration des activités commerciales et en transférant la construction dans un emplacement plus adéquat, la situation est restée figée et une autorisation de construire a été délivrée. Qu'a-t-on construit ? Un garage en pleine campagne !

Hans Weiss, ingénieur dipl. EPFZ, Berne



Einer raumplanerischen Todsünde folgte in Egliswil eine zweite: ein Garagenbau mitten in der freien Landschaft
(Bild G. Ammann)
Erreurs d'aménagement en cascade pour Egliswil, victime d'une deuxième erreur avec la construction d'un garage en pleine campagne
(photo G. Ammann)

Küttigen (AG):**comment saboter des paysages uniques**

Le Jura tabulaire et plissé d'Argovie a été classé dans l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) pour ses forêts clairsemées, ses pelouses à orchidées, ses vergers et ses haies. L'église néogothique Kirchberg des VIII^e et IX^e siècles occupe une situation remarquable dans cette localité du pied du Jura. Juchée sur un promontoire dominant la vallée, elle offre aux visiteurs une vue magnifique sur le Plateau et, par beau temps, sur la chaîne du Säntis et les Alpes bernoises. La colline ne bénéficie pas d'un statut de protection. Elle a donc été déclarée zone à bâtir et l'église sera entourée de constructions hétéroclites. De telles dégradations sont monnaie courante dans de très nombreuses communes.

Romont (FR): l'illusion de la ville à la campagne

Fribourg est l'un des cantons présentant les taux les plus élevés de réserves de zones à bâtir non construites et de constructions nouvelles en Suisse. Quand on se promène dans la campagne, on voit des immeubles qui poussent comme des champignons à la périphérie des villages. A Romont, et dans de nombreuses petites localités rurales, beaucoup de publicité est faite pour la vente de terrains à bâtir destinés à des villas individuelles, comme s'il s'agissait d'un bien courant tel qu'un yaourt, de la bière ou des pots de géranium. Le boom des constructions témoigne du succès de l'opération. Dans ces circonstances, nul ne s'étonnera de l'augmentation constante du trafic pendulaire. De plus, les maisons individuelles grèvent bien plus le porte-monnaie des contribuables que les maisons contiguës quand on tient compte du coût de l'approvisionnement en eau et en électricité, des routes d'accès et de l'évacuation des eaux usées (en moyenne 2050 CHF par an par maison individuelle et 1400 CHF par maison contiguë). Certes, il ne s'agit pas de contraindre la population à habiter dans des immeubles ou des tours, mais à Romont, les deux formes d'habitat se côtoient: la colline de la vieille ville est entourée d'immeubles tours et un tapis informe de villas individuelles s'étend dans les espaces interstitiels.

Wollerau et Freienbach (SZ):**le coût de l'étalement des constructions**

Il faut ajouter au problème de l'augmentation des coûts d'infrastructures celui de l'étalement des constructions qui provoque une altération de la qualité environnementale difficilement chiffrable. Nombre de communes, et récemment des cantons entiers, attirent les bons



contribuables en baissant leurs impôts et en vantant leur environnement paysager. Cette politique est possible tant que leur paysage n'est pas bétonné, mais à Wollerau et Freienbach, elle montre ses limites: les plaintes concernant le bruit du trafic et la dégradation du cadre de vie sont en augmentation. Les personnes qui peuvent se le permettre déménagent de plus en plus loin des centres et des agglomérations, favorisant l'apparition d'une deuxième couronne d'agglomération confrontée aux mêmes problèmes: trafic croissant, dégradation du cadre de vie, départ des bons contribuables. Le dumping fiscal que pratiquent les cantons et les communes anéantit toute possibilité de développement territorial durable ou de coopération régionale et interrégionale à long terme.

Vom Traum des idyllischen Eigenheimes an «bevorzugter Hanglage» – Bild oben **vor der Altstadt von Romont** (J. P. Anderegg), unten **in Wollerau** (H. Leuzinger) – **bis zum Grossprojekt ist es oft nur ein kleiner Schritt** (Bild Mitte J.-P. Anderegg)

Du rêve de la villa idyllique bien située à proximité de la vieille ville de Romont sur la photo du haut (J. P. Anderegg) **ou à Wollerau** (photo du bas, H. Leuzinger) **au projet de masse** (photo du milieu, J.-P. Anderegg), **il n'y a qu'un pas**





La plaine de Magadino (TI): une agriculture sans terre ?

Toute extension de la surface construite se fait au détriment des terres agricoles. La construction concurrence l'agriculture sur les meilleures terres. Durant les 12 années analysées dans la dernière statistique de la superficie, 303 km² de bonnes terres de cultures et de prairies en plaine ont disparu, dont 285 km², soit 94%, se sont construites. Cette tendance se poursuit. Les grands travaux et les millions engagés par nos ancêtres pour rendre cultivables des fonds de vallée autrefois dévastés par les inondations et autres fléaux, par exemple la vallée de la Linth, le Grand Marais, la vallée du Rhône, la vallée du Rhin dans les Grisons et dans le canton de Saint-Gall ou la plaine de Magadino au Tessin, sont dilapidés lorsque chaque commune s'offre le luxe d'une palette complète d'affectations : habitations nouvelles, zones industrielles, artisanales et commerciales, résidences secondaires et installations de loisirs. Les cantons qui n'interviennent pas dans ces situations alors que la loi exige une coordination entre Confédération, cantons et communes et une limitation de l'extension des constructions font preuve d'un laisser faire irresponsable vis-à-vis des générations futures. En effet, nul ne peut prédire l'avenir. Nul ne peut connaître l'évolution des problèmes d'alimentation, d'accès à l'eau et à la terre sur cette planète. Nul ne peut exclure qu'il sera nécessaire de revenir à une plus grande autonomie d'approvisionnement. Dans un tel cas, la production hors sol et les importations bon marché ne suffiront pas.

Aldi à Turgi (AG) : gaspillage sans fin

La relation entre l'étalement des constructions et les infrastructures de transports est analogue à celle de l'œuf et de la poule. L'un et l'autre

sont à la fois la cause et la conséquence. A la différence près que le développement territorial, sous sa forme actuelle, est pratiquement irréversible et équivaut à la pratique de la terre brûlée. Pour chaque urbanisation nouvelle, les surfaces de transport aménagées représentent 127 m² de plus par personne que les surfaces d'habitation et 89% sont utilisés pour la circulation sous forme de routes et de places de stationnement. La construction de centres commerciaux, marchés spécialisés et parcs de loisirs en plein champ entraîne une consommation galopante de sol et une croissance explosive du trafic. Le trafic routier et autoroutier a quintuplé depuis 1960. Le trafic de loisirs représente la part la plus importante du trafic dans son ensemble.

Du Valais à la Haute-Engadine : une pratique suicidaire

En 2002, on dénombrait 420 000 résidences secondaires. De 1980 à 2000, le parc de résidences secondaires a crû de 75% pour un taux de croissance des logements de 13%. Les taux de résidences secondaires sont particulièrement élevés dans les stations de villégiature (Silvaplana : 77%, St.-Moritz : 50%, Zermatt : 45%) qui sont confrontées à des problèmes bien connus : explosion de la construction, quartiers fantômes, ghettos saisonniers, infrastructures surchargées en saison, logements inabordables pour la population locale et les travailleurs saisonniers. « On est en train de bétonner à un point qui risque de devenir insoutenable », tonne depuis des années Hanspeter Danuser, directeur de l'office du tourisme de St.-Moritz. Il sait de quoi il parle ! Le prestige passe avant le besoin de repos. Et il est préoccupant d'observer une tendance analogue dans les régions urbaines (taux de résidences secondaires à Genève : 11,2 %, Bâle-Ville : 7,9% et Zurich : 5,7 %).

Strassen und Parkplätze (Bild oben links: **Einkaufszentrum Aldi bei Turgi**, H. Leuzinger) und **das Jahr über meist leer stehende Zweitwohnungen im Berggebiet gehören zu den grössten «Landschaftsfressern»** (Bild oben rechts: **Verbier, Raumplanungsamt des Kantons Wallis**) **Les routes, les places de stationnement** (photo du haut: **centre commercial Aldi près de Turgi**, H. Leuzinger) et **les résidences secondaires, la plupart du temps désertes, en montagne sont de grandes consommatrices de paysages** (en haut à droite : **Verbier, aménagement du territoire du canton du Valais**)



En haut à gauche : dans la cité-jardin du Gurten à Köniz, la séparation entre zone constructible et non constructible est bien nette. En haut à droite : l'insertion du quartier de Strassweid dans le bâti antérieur et son accessibilité en RER sont exemplaires. En bas à gauche : le plateau protégé de Blinzern. En bas à droite : le hameau préservé de Liebewil (photo service d'aménagement de la commune de Köniz)

Oben links: In der Gartenstadt Gurten/Köniz wurden das Bau- und Nichtbaugelände klar abgegrenzt. Oben rechts: vorbildlich in den alten Baubestand eingefügt und an den öffentlichen Verkehr (S-Bahn) angebunden ist die neue Wohnsiedlung Strassweid. Unten links: das geschützte Plateau Blinzern. Unten rechts: geschützter Weiler Liebewil (Bilder Planungsabteilung Gemeinde Köniz)

Il est possible de faire autrement

Heureusement, des communes ont prouvé que les lois et les instruments d'aménagement existants permettaient aussi la pratique d'une autre politique comportant la protection des paysages, l'amélioration du cadre de vie et une utilisation mesurée du sol.

• Köniz (BE) :

déclassement de 350 ha de terrains à bâtir

Avec sa superficie de 51 km², Köniz administre un territoire aussi étendu que la ville de Berne. Comptant 38 000 habitants, elle est la onzième ville de Suisse après Bienne et Thoun. Köniz est confrontée à tous les problèmes possibles, à ceux des agglomérations (attraction du centre-ville, boom de la construction et intensité du trafic) et aux problèmes typiques de sa campagne avec des obstacles topographiques et une agriculture dont la situation est devenue difficile. Au lieu de baisser les bras, la commune a empoigné les problèmes. Entre 1972 et 1990, elle a reclassé 350 ha de terrains à bâtir en zone agricole, créant ainsi d'importants poumons de verdure tels que le plateau de Blinzern. De nouveaux quartiers d'habitation ont été construits à proximité des lignes de transports publics, par exemple le RER pour le quartier Strassweid de Mittelhäusern. Les hameaux de la campagne ont été protégés. Köniz a été une pionnière en instaurant avant la lettre (avant la loi fédérale sur l'agriculture) des mesures en faveur du

maintien de surfaces naturelles pour protéger le paysage.

• Elm (GL) : protection des sites et du paysage

Située à 982 m d'altitude, dans le fond de la vallée Sernftal, la commune d'Elm ne bénéficie pas d'un accès facile, mais elle a adopté une politique d'urbanisation et d'aménagement intelligente en misant sur la préservation d'un paysage intact. Avec la construction de l'A13, Elm s'est retrouvée dans les lieux de détente accessibles de l'agglomération de Zurich. Le village a toutefois résisté à la tentation de réaliser des profits à court terme en vendant des terrains à bâtir. La commune, responsable de la planification, et l'amélioration foncière, ont bien anticipé les choses en réservant les bonnes terres et les coteaux cultivables à l'agriculture. Le paysage restera plaisant pour le tourisme d'hiver et d'été. Pas de dispersion dans les entreprises hasardeuses : toutes les forces sont concentrées sur l'avenir de la vallée. A l'exception des abords de la station supérieure des remontées mécaniques, les possibilités d'hébergement sont limitées au village (hôtels et commerces) qui a également veillé à une utilisation parcimonieuse du sol. Le centre historique, avec les pâturages entourant l'église, ainsi que le site dans son ensemble (Prix Wakker) ont été soigneusement préservés. Les générations futures pourront en profiter.